

ABDOU DIOUF DEBUTE L'ANNÉE PAR DES INITIATIVES HARDIES :

• Un fonds pour l'emploi • Débat ouvert sur le régime politique

Le traditionnel message à la Nation, radiotélévisé jeudi soir, veille du nouvel an, a donné l'occasion au président Abdou Diouf d'annoncer des initiatives hardies. Ainsi, a-t-il décidé de créer un Fonds national d'Action pour l'Emploi qui doit être opérationnel dans l'année et qui est conçu pour promouvoir particulièrement l'emploi des jeunes. En même temps, le gouvernement a été engagé à mettre en œuvre un programme méthodique de lutte contre la pauvreté et contre toutes les formes d'exclusion. Par ailleurs, le chef de l'Etat a annoncé qu'il organisera deux grands rendez-vous annuels avec la presse. Enfin, il a ouvert un débat inédit sur le régime politique de notre pays. S'il le juge équilibré et démocratique, il se dit ouvert à toutes les propositions, les institutions étant faites pour être adaptées aux besoins et aux exigences des peuples et des moments.

PAGES 3-4



L'adresse du chef de l'Etat

Sénégalaises, Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous.
Voici que, dans la paix et la communion, nous vivons ensemble, encore une fois, la fin d'une année. Avant de vous présenter mes vœux de Nouvel An, je voudrais, avec vous, rendre grâce à Dieu de nous avoir donné cette chance et vous entretenir de quelques questions qui me paraissent essentielles.

Vous en êtes témoins : l'unité nationale constitue une récurrence dans mon discours, depuis que j'ai assumé la magistrature suprême de notre pays. C'est qu'en plus de ma fidélité au serment que j'ai prêté devant la Nation, j'ai la profonde conviction que c'est dans l'unité que nous pouvons, plus sûrement, permettre à notre pays de conserver sa place dans le concert des Nations. J'estime également que c'est pour moi une obligation morale que de préserver ce qu'une longue histoire commune a tissé de liens inaltérables entre nous.

C'est pourquoi, je demeure plus que jamais déterminé à défendre l'intégrité de notre territoire et l'unité de notre nation contre tous les facteurs de délitement. Je pense d'abord, bien entendu, à la situation qui prévaut encore en Casamance où notre Armée nationale continue à s'acquitter de sa noble mission avec un courage, une loyauté et une compétence qu'il me plaît de saluer. Mais en évoquant ce douloureux problème, je veux, en même temps, lancer à nos frères et sœurs, à nos fils et à nos filles qui se trouvent dans les rangs du MFDC, un nouvel appel en faveur de la paix. Je les invite, encore une fois, au dialogue afin qu'à la veille de l'An 2000, nous puissions faire à notre peuple le cadeau d'une paix totale et définitive, réconciliée dans le respect de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire. Une paix fraternelle et soudée par une même espérance.

Sénégalaises, Sénégalais,
A mes yeux, l'unité nationale risque d'être bien fragile sans la consolidation de l'Etat de droit, c'est-à-dire, en définitive, sans le renforcement de la démocratie. C'est la raison pour laquelle, après les diverses mesures institutionnelles que j'ai fait adopter, année après année, le financement public des partis politiques et le statut de l'opposition, qui sont en cours d'étude, viendront fortifier la vie démocratique en la rendant plus effective et plus transparente.

Suite en page 3

EDITORIAL

Par Ibrahima GAYE

Débat citoyen

Par une tradition bien sénégalaise, l'adresse du président de la République à la Nation, à chaque veille de nouvel an, est l'occasion non pas seulement d'une présentation de vœux, mais aussi d'une interrogation à haute voix sur des préoccupations essentielles, d'une déclinaison, dans leur prégnance, sur l'action de l'Etat et sur l'activité individuelle des citoyens, des valeurs de paix, d'unité, de dialogue, et de recherche du consensus qui sont consubstantielles à l'âme du peuple sénégalais.

C'est pour cette raison qu'il s'agit d'un rendez-vous politique majeur, à travers lequel chaque citoyen se retrouve dans sa tête et dans ses tripes, une rencontre particulière suscitant une grande écoute, et donc appelant un exercice de grande communication. Il s'ensuit que la prestation du chef de l'Etat est à évaluer sur l'image globale projetée à travers son allocution, image construite autant sur le sentiment que sur la substance des idées développées. Sur ce double registre, incontestablement, le président Abdou Diouf réussit le sans-faute d'un message très fort. Le rendez-vous n'a point déçu, le message du président de la République étant marqué du triple sceau de la sensibilité, de la volonté et de l'anticipation.

Cette dernière caractéristique apparaît nettement à propos du débat lancé sur les institutions politiques de notre pays, un débat absolument stimulant et révélateur de la vitalité de la démocratie sénégalaise, de sa capacité à bouger et à se bonifier.

Une tradition de réflexion démocratique vigoureuse : les leçons d'une expérience aussi longue que diverse, dans un paysage politique sans cesse plus éclaté et où se sont exercées des formules de gouvernements homogènes puis élargis ; l'intelligence de l'époque et du moment ; et, qui sait, peut-être aussi le souci d'élever davantage encore la stature de la fonction présidentielle, de renforcer son rôle arbitral ; tous ces déterminismes justifient que l'homme d'Etat avisé veuille penser les évolutions futures et les préparer. Sous ce rapport, les

motivations profondes du président Abdou Diouf ne sont pas dictées, à l'évidence, par l'empire de la nécessité actuelle, mais par l'impératif du futur, une des facettes de la volonté même de pérenniser l'édifice démocratique.

Un sujet aussi profond dans ses implications mérite d'être examiné et discuté par la Nation tout entière dans toute sa diversité. C'est sans doute pour cela que le président de la République n'a pas voulu restreindre le débat aux seuls partis politiques et techniciens du droit. Au-delà d'eux, en effet, sont interpellés chaque Sénégalaise et chaque Sénégalais par un débat véritablement citoyen sur la nature du régime politique le plus apte à exprimer le Sénégal d'aujourd'hui et de demain. Ouvert à toutes les propositions, ainsi qu'il nous le dit lui-même, le chef de l'Etat en fera la synthèse féconde à travers une réforme constitutionnelle. Au demeurant, un débat sur les institutions est bien une exigence naturelle et partagée dans le monde démocratique et contemporain. En se plaçant dans cette mouvance, le Sénégal s'inscrit dans la modernité.

La sensibilité est l'autre trait dominant de l'adresse du président Abdou Diouf. Elle procède à la fois de la vocation de son magistrat et d'une prédisposition personnelle. Toutes deux projettent les jeunes, les humbles, les faibles et les citoyens sans activité au centre du projet politique et de l'ambition pour le Sénégal. Elle exprime une attention vigilante, généreuse et lucide, à la dimension sociale du progrès national, lequel serait périlleux et inacceptable s'il laissait immédiatement sur le bord de la route des composantes de la Nation. Elle traduit enfin le discernement de l'homme d'Etat et la sagacité du politique mesurant, par une saisissante et humaniste formule, que «derrière les chiffres et les statistiques, il y a les drames humains».

Concilier le bon cap économique et la fidélité à l'affirmation de la finalité placée en l'homme, suppose une politique imaginative, volontariste et hardie, prenant en compte une demande sociale

considérable et pressante. D'où l'accentuation de la lutte contre les exclusions et contre la pauvreté, deux poignants drames mondiaux répandus comme le pré dans tous les pays, du Nord comme du Sud, par le libéralisme déferlant et par les logiques impitoyables de la mondialisation.

Mais une bonne politique, c'est d'abord une réelle volonté politique. Le président Abdou Diouf en manifeste une très grande et résolue, qui se traduit par l'octroi de moyens conséquents à l'œuvre de promotion de l'emploi. Précisément, la différence capitale entre le futur Fonds national d'Action pour l'Emploi et les structures qui l'ont précédé dans la lutte contre le chômage, c'est que, cette fois, des ressources importantes seront dégagées dans le cadre d'un partenariat tripartite, qui sera une première dans notre pays.

L'institutionnalisation de deux grandes rencontres du chef de l'Etat avec la presse constitue une autre innovation à saluer. Dans l'exercice de sa fonction de relais, la presse a souvent déploré n'avoir accès au président de la République qu'à l'occasion de ses retours de voyage. Le président Abdou Diouf — pour prendre un exemple qui ne présume en rien de la nature des rencontres envisagées — le chef de l'Etat donc, bien que peu enclin aux conférences de presse où pourtant il excelle, a conclu, pour sa part, qu'un dialogue renforcé avec la presse constituait une des modalités du dialogue social et une nécessité absolue dans la stratégie de bonne gouvernance et de consolidation de l'Etat de droit. Quelle que soit la formule choisie, ces rencontres devront cependant éviter l'encombrement en étant réservées aux professionnels véritables représentant des organes connus et réguliers.

Au total, ce message à la Nation, appelant les Sénégalais à réfléchir sur le présent et sur l'avenir tout en alimentant leur passion jamais démentie pour la politique, ce message aura montré un président de la République toujours en alerte, imaginaire et à la capacité intacte de toujours nous surprendre et séduire.

L'Assemblée nationale retourne en session

PAGE 2

Rallye : nos envoyés spéciaux racontent

PAGE 15



Société de Services
d'Inspection et
de conseil

LA SSIC

PRÉSENTE À SES CLIENTS ET À SES PARTENAIRES SES MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 1999

Dakar : 38, rue Wagane Diouf - B.P. 2856
Tél.: 823 40 14 / 823 20 31 - Fax : 822 35 41
e-mail : ssic@sonatel.senet.net

Bamako : Immeuble Somatra Rue 144x139
B.P. 1289 Bamako

Conakry : Immeuble Kaba - Av Boulbinet
B.P. 3572

Correspondant
Groupe SOCOTEC



L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

Avec le Sénat qui sera installé prochainement, le Parlement élargira les modalités de l'expression démocratique, en y associant plus complètement les communautés de base.

Cette étape franchie, nous devons néanmoins nous attendre à ouvrir d'autres chantiers dédiés à la même ambition ; car, c'est dans la nature d'une démocratie véritable d'être toujours en mouvement.

Déjà, j'ai été saisi à plusieurs reprises, ces derniers temps, au sujet de nos institutions et, en particulier, de notre régime politique.

Certains, professeurs de droit ou acteurs de la vie politique, remarquent que notre régime est mixte puisqu'il est, à la fois, parlementaire et présidentiel. Ils se demandent s'il ne faudrait pas choisir plus clairement entre ces deux types de régime.

Pour ma part, je crois que nos institutions sont équilibrées. Certes, notre Constitution emprunte à deux types de régime politique que les juristes ont l'habitude de distinguer. Du régime présidentiel, elle a repris l'idée de l'élection du président de la République au suffrage universel. Du régime parlementaire, elle a gardé le principe d'un Premier ministre responsable devant l'Assemblée nationale. Mais, ces deux aspects sont complémentaires. D'un côté, le peuple peut choisir lui-même, directement, le chef de l'Etat : ce qui n'est pas possible dans un régime parlementaire.

- «Je veux lancer un nouvel appel en faveur de la paix».

mentaire pur. D'un autre côté, les représentants du Peuple à l'Assemblée nationale peuvent contrôler le gouvernement et engager la responsabilité du Premier ministre ; ce qui n'est pas autorisé dans un régime présidentiel pur. Ce régime mixte est donc doublement démocratique. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard s'il devient aujourd'hui un modèle de plus en plus répandu à travers le monde.

Quoi qu'il en soit, les institutions peuvent toujours être améliorées. Il n'y a pas, non plus, de régime politique valable en tous temps et en tous lieux ; chaque pays doit choisir le régime qui lui convient, compte tenu de sa culture et des circonstances du moment.

C'est pourquoi, je reste ouvert aux propositions qui pourraient être faites dans ce domaine, l'essentiel étant, pour moi, que nous puissions poursuivre, avec le même bonheur, la consolidation de l'Etat de droit. Mais parallèlement à cette œuvre majeure, nous devons accentuer notre effort, déjà vigoureusement entamé, de revalorisation et d'enseignement pratique du civisme et de ce qu'il implique de respect des valeurs fondamentales de la Nation. Car l'Etat de droit est une coquille vide sans sa sève nourricière qui est le civisme ; sa quête est également vaine rhétorique là où le citoyen n'est pas protégé de la pauvreté et de l'exclusion.

Voilà pourquoi, j'engage le gouvernement à concevoir et à mener avec détermination un plan méthodique de lutte contre la pauvreté et toutes les formes d'exclusion.

Outre qu'elles sont moralement insupportables et économiquement

nuisibles, la pauvreté et l'exclusion sont sources de déviations de toutes sortes, de délinquance sociale et constituent des facteurs de violences et d'instabilité. Or, notre pays a besoin de stabilité pour progresser harmonieusement en vue de s'adapter à la mondialisation sans perdre son âme et son génie.

• L'Etat de droit est une coquille vide sans sa sève nourricière qu'est le civisme».

A ce propos, ce serait une grave erreur de penser que nous aurions moins de chances que d'autres de tirer parti des mutations actuelles.

En effet, loin d'être un handicap fatal, la mondialisation peut être transformée en une chance, pour notre pays, d'accélérer sa marche vers l'émergence industrielle, technologique et scientifique. Mais je dois à la vérité d'ajouter : à condition de nous unir autour de l'intérêt national, de travailler toujours davantage et mieux, de faire de la discipline l'opérateur stratégique de notre volonté et d'avoir comme point de mire le développement de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes.

Dans le cadre que voilà, sans abdiquer leur autorité naturelle, indiscutable d'une bonne régulation de la vie sociale, l'Etat et le gouvernement doivent continuer à faire du dialogue la modalité principale et privilégiée de traitement des conflits sociaux. En ce qui me concerne, c'est dans cet esprit que je souhaite renforcer le dialogue que j'entretiens avec la presse, pour aider celle-ci à assumer, avec encore plus d'efficacité, ses fonctions de sensibilisation, d'éducation et d'alerte si précieuses pour la prévention, la gestion et la résolution de tels conflits. Aussi, ai-je décidé d'avoir désormais avec elle, deux grands rendez-vous annuels.

Le dialogue citoyen, dont j'entends ainsi élargir et approfondir la pratique, n'est pas seulement une méthode de bonne gouvernance ; c'est aussi une nécessité pour un Etat, comme le nôtre, qui se modernise et aspire à mieux répondre à la demande sociale des citoyens.

Parlant de demande sociale, je voudrais redire que l'emploi, l'emploi des jeunes tout spécialement, reste au cœur de mes préoccupations, et fait l'essentiel de la mission qui m'a été confiée.

Certes, l'évolution des indicateurs socio-économiques nous conforte dans la conviction que nous sommes sur la bonne voie. Mais, je sais que derrière les chiffres et les statistiques, il y a les drames humains, ceux, en particulier, que peuvent vivre les jeunes à la recherche d'un emploi.

Au demeurant, tous nos efforts sont dirigés vers cet objectif d'offrir aux jeunes sénégalais la possibilité d'apporter leur pierre à l'œuvre de développement. Nombreuses sont les initiatives que nous avons déjà prises dans ce sens. Mais aujourd'hui, pour les rendre encore plus efficaces, un Fonds National d'Action pour l'Emploi (FNAE) me paraît être le cadre approprié pour favoriser l'insertion des jeunes dans une activité productive, au sein des entreprises ou de structures moins conventionnelles comme les ASC.

Ce fonds, qui sera opérationnel en 1999, sera l'instrument central d'une nouvelle politique de l'emploi fondée à la fois sur le concept de for-

SUITE DE
LA PAGE 1

Fiche d'audiences du chef de l'Etat

Au cours de la journée d'hier, le chef de l'Etat a reçu en audience diverses personnalités parmi lesquelles on notait :

- M. Ousmane Ndiaye, secrétaire général du gouvernement.

mation-apprentissage et sur un partenariat tripartite entre l'Etat, le secteur privé et les collectivités locales. Ainsi, il permettra à l'Etat, à travers la signature de conventions avec des entreprises privées, les collectivités locales et le mouvement des jeunes ; de dans différents corps-fonds en question tra-jours attachée à la q-pays émergent dans

En vérité, mieux former pour une meilleure insertion, ou plutôt mieux former pour libérer la créativité et l'esprit d'invention, telle est la voie que nous avons choisie pour façonner l'avenir.

C'est à la suivre que je convie une jeunesse sénégalaise ardente et dynamique, ambitieuse et imaginative. Avec moi, je l'invite à regarder droit dans les yeux le siècle qui vient.

En ce mois béni de Ramadan, époque de compassion renouvelée, que nous avons débuté à quelques jours de Noël, je vous ai beaucoup parlé d'unité, de paix et de solidarité. C'est dans la même fidélité à tout ce que notre pays doit à ces valeurs, que je voudrais, maintenant, inviter chaque Sénégalaise et chaque Sénégalais à avoir une pensée compatissante, un geste fraternel à l'endroit du malade qui souffre, du pauvre qui cherche son pain quotidien, de l'étranger qui passe et de tous ceux qui ressentent la solitude, l'inquiétude ou la misère.

Pour ma part, j'ai une pensée chaleureuse et affectueuse pour toutes et pour tous, pour chacune et pour chacun, en particulier pour les personnes âgées, pour ceux qui souffrent d'un handicap et pour ceux qui sont privés de liberté.

Sénégalaises, Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,
À chacune et à chacun d'entre vous, je présente mes vœux ardents
de bonne santé, de prospérité et de bonheur. Ces vœux s'étendant à tous
enfants, à tous parents, à tous amis et à tous les êtres qui vous sont chers.
Je forme le vœu que 1999 soit pour notre beau pays, une année d'unité,
de solidarité et de concorde renforcées ainsi que de succès dans tous
les domaines.

DEWENATI!



1er Fabricant de tubes PVC de l'Afrique de l'Ouest

01 BP 178 Abidjan 01 (RCI) Tél. : (225) 36-13-76 Fax : (225) 36.25.42 / 36.06.20 Email Sotici@odaci.net

LA SN SOTIC obtient la certification AFAQ-ISO-9003

La **SN SOTICI** a obtenu le 14/09/98 la certification de son système qualifié selon la norme internationale ISO 9003 (modèle pour l'assurance qualité en contrôle et essais finals) sous le numéro n° QUAL/1998/10457.

Cette certification, accordée par l'AFAQ, concerne le site de Koumassi, pour ses activités de contrôle et essais finals en fabrication de tubes et raccords en PVC et polyéthylène pour l'évacuation, l'adduction et l'assainissement des eaux, le forage et l'irrigation, la télécommunication et l'électricité.

Cette distinction récompense un travail sur la qualité montée à tous les niveaux de l'entreprise.

Véritable reconnaissance de sa compétence et de son savoir-faire, la certification **AFAQ** constitue un passeport à part entière pour l'accès à de nouveaux marchés nationaux et internationaux.

Référence internationale, le certificat **AFAQ** n'est attribué qu'après une analyse rigoureuse du système qualité de l'entreprise en conformité avec les normes **ISO 9000**.

Par conséquent, la Société **SN SOTICI** certifiée par l'**AFAQ** appartient au cercle des entreprises reconnues comme étant les plus performantes du marché, celles à qui les clients et fournisseurs accordent toute leur confiance.

En outre, la **SN SOTICI** est fière d'être la première société ivoirienne à obtenir ce prestigieux certificat.

**Pour plus d'informations, veuillez contacter
Monsieur Osseiran, représentant de la Direction
ou Monsieur Christophe Clouet, responsable Assurance Qualité au (225) 36.13.76 - Abidjan**